

LEUR SOCIÉTÉ

Coronavirus: épidémie dans une société malade 3
 Le virus de la finance menace l'économie 3
 Retraites: au patronat de financer! 6
 La grève des avocats continue 6
 Salon de l'agriculture: vachement d'hypocrisie 6
 Fessenheim: une centrale fermée, mais rien de prévu 7
 Fillon: les servir et se servir 7
 Démagogie: le virus de la xénophobie 7
 Blanquer: paroles, paroles 11
 Secteur ferroviaire 11

MUNICIPALES

Lutte ouvrière dans la campagne 4
 Réunions publiques Dominique Clergue 4
 Michel Treppo 4
 Aurélie Jochaud 5
 260 listes LO dans 240 communes différentes 5

ENTREPRISES

Nestlé-Itancourt 12
 Faurecia - Beaulieu Mandeuve 12
 Alstom-Bombardier RATP 13
 Roissy aéroport 13
 Composite Industrie Bondoufle 13
 Hôpitaux psychiatriques Hôpital de Laon 14
 Internes à dormir debout Buzyn: ce n'est pas moi, c'est les autres 14
 Anticancéreux: des médicaments toxiques... pour le système de santé 14
 Airbus 15

DANS LE MONDE

Syrie: les conséquences criminelles de la politique impérialiste 8
 Iran: une abstention massive, désaveu du régime 8
 Procès Assange: coupable d'avoir brisé la loi du silence 9
 États-Unis: 42 ans d'emprisonnement! 9
 Allemagne: à Hanau, l'extrême droite a tué 10
 Inde: tout pour la galerie, rien pour les habitants 10
 Algérie: le mouvement populaire un an après 16

Aux municipales: dire sa révolte contre la politique de Macron et le capitalisme!

Le gouvernement s'apprête à utiliser l'article 49.3 de la Constitution pour imposer la retraite par points sans vote au Parlement. Avec plus de 300 députés LREM à l'Assemblée, il est pourtant sûr d'avoir la majorité. Il est simplement pressé d'en finir au plus vite avec une réforme qui a mis des centaines de milliers de travailleurs en grève et qui ne passe pas dans le monde ouvrier.

Quels que soient ses discours sur la nouvelle façon de faire de la politique, Macron préfère les bonnes vieilles méthodes autoritaires. Pour lui, comme pour ses députés, prêts à voter cette loi des deux mains, seuls comptent les intérêts des plus riches de ce pays. L'âge de la retraite sera repoussé et les pensions seront diminuées, parce que le grand patronat veut payer de moins en moins.

La Macronie risque de le payer cher politiquement, et cela très vite puisque les élections municipales auront lieu le 15 mars.

Dans les grandes villes, ce sont des élections politiques, dans le sens où l'on vote d'abord pour un parti. Bien des travailleurs souhaitent rejeter les candidats de Macron sans avoir à voter pour d'autres politiciens qui ne valent pas mieux. C'est pourquoi Lutte ouvrière présente ses propres listes dans la mesure de ses forces. Même si elle est loin de pouvoir couvrir toutes les villes, LO sera présente dans près de 240 communes.

Nos candidates et candidats sont des ouvriers, des employés, des cheminots, des manutentionnaires, des techniciens, des caissières, des auxiliaires de vie, des agents d'entretien, des hospitaliers, des enseignants... en activité, au chômage ou à la retraite. Ils se présentent tous sous un seul et même drapeau, le camp des travailleurs, car les salariés ont à se rassembler et à défendre leurs intérêts non seulement là où ils travaillent, mais aussi là où ils vivent.

Si la lutte de classe se déroule d'abord au sein des entreprises, entre le grand patronat et les salariés, elle se poursuit au-dehors, entre propriétaires et locataires, entre banquiers et clients, entre multinationales de l'eau, du gaz, de l'électricité, et usagers. Et, bien sûr, entre le monde ouvrier, et le gouvernement et l'État bourgeois.

La lutte de classe que mène la bourgeoisie creuse le fossé entre riches et pauvres. Elle condamne la jeunesse ouvrière à la précarité et à la misère et livre les quartiers populaires aux

incivilités, à la délinquance ou aux trafics en tout genre qui pourrissent au quotidien la vie de millions de travailleurs. C'est ainsi qu'au fil des années des cités ouvrières se sont transformées en ghettos de pauvres.

Il est impossible de changer les choses petit bout par petit bout à l'échelle d'une municipalité. Il s'agit d'un combat général qui oppose le camp des travailleurs à une poignée de multimillionnaires.

Même avec la meilleure volonté du monde, aucun maire ne peut, à lui seul, compenser les dégâts engendrés par la société capitaliste. La cantine gratuite, la santé ou les transports publics plus accessibles, les aides qu'une municipalité peut déployer pour la prise en charge des personnes handicapées, des anciens ou des personnes isolées sont utiles et même vitales pour beaucoup. Mais cela ne peut empêcher les ravages engendrés par la fermeture d'une usine, par les licenciements, le chômage, les bas salaires, les horaires de travail infernaux, les cadences qui usent et tuent.

Aucune équipe municipale ne peut nous protéger de la crise économique, qui peut s'aggraver du jour au lendemain et menace tout l'édifice de s'écrouler. Elle ne peut pas nous protéger d'un système fou qui détruit la planète à petit feu et plonge des millions de femmes et d'hommes dans des guerres infâmes.

Alors, contrairement aux autres candidats, ceux de Lutte ouvrière ne feront pas de promesses électoralistes. Ils diront que les travailleurs n'obtiendront rien d'essentiel sans imposer un certain rapport de force avec la classe capitaliste qui exerce une dictature sur la société. Dans leur lutte contre la bourgeoisie, les travailleurs sont capables d'aller encore plus loin, puisqu'ils peuvent exproprier la classe capitaliste et prendre eux-mêmes le pouvoir.

Si des candidats de Lutte ouvrière sont élus, ils seront du côté des salariés en grève contre leurs patrons, du côté des locataires menacés d'expulsion... Et surtout, ils œuvreront auprès des travailleurs pour qu'ils prennent conscience qu'il leur appartient de changer le monde.

Avec les candidats de Lutte ouvrière, rejetez les notables et les politiciens et placez-vous dans le camp des travailleurs conscients et combatifs. Affirmez que vous ne vous résignez ni à l'exploitation ni au capitalisme!



Coronavirus : épidémie dans une société malade

Les déclarations rassurantes d'Agnès Buzyn, quand elle était encore ministre de la Santé, puis de son successeur Olivier Véran, ne sont désormais plus de mise. L'épidémie de coronavirus (Covid-19) se développe à l'échelle de la planète et, même si l'OMS (Organisation mondiale de la santé) n'a pas officiellement annoncé que c'était une pandémie, plus aucun pays ne peut se croire à l'abri.

Face à une telle situation, le ministre de la Santé déclare que la France se prépare à une épidémie et annonce une série de mesures pour y faire face. Fort heureusement, il ne reprend pas à son compte les inepties sur la possibilité de barrer la route au virus en fermant les frontières entre France et Italie, et il revendique la possibilité de prendre les mesures de confinement, comme celles prises en Chine dans la province de Wuhan et de manière plus limitée en Lombardie autour de la petite ville de Codogno. Mais l'essentiel des annonces concerne les hôpitaux qui devront accueillir les malades.

Aux 38 hôpitaux déjà choisis, s'ajouteront dès le 25 février 70 autres, sièges d'un SAMU, « afin que tous les départements de métropole disposent d'un centre hospitalier capable d'accueillir les malades et de les

prendre en charge du début à la fin ». Les capacités de diagnostic du virus seront augmentées elles aussi « pour atteindre une capacité de plusieurs milliers d'analyses par jour et sur tout le territoire, contre 400 aujourd'hui ». Enfin, les commandes de masques de protection augmenteront et une réunion de coordination avec les autres ministres de la Santé européens est prévue début mars.

Ces mesures de bon sens sont censées démontrer la volonté du gouvernement et sa compétence face à l'épidémie. Mais la vraie question est que le système hospitalier français risque bien de ne pas être capable de faire face à un afflux de malades. C'est ce qu'a expliqué le docteur Prudhomme, de l'Association des médecins urgentistes de France : « La problématique du manque de moyens de l'hôpital public demeure. Dans un hôpital



Barrage filtrant à l'entrée de Zollesco en Italie.

au bord de la rupture, toute surcharge d'activité a des conséquences. Les moyens dédiés aux services de maladies infectieuses se feront au détriment d'autres services. » Il en sera de même, selon ce médecin, pour les tests de dépistage, car tous les hôpitaux n'ont pas les laboratoires sur place et des délais seront nécessaires. Eh oui, la situation créée par l'épidémie risque bien

de voir déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Alors, la question n'est pas seulement le virus et sa propagation à l'échelle de la planète, avec son lot de décès. La question est aussi celle des choix économiques faits par tous les gouvernements depuis bien longtemps, au détriment des hôpitaux et du système de santé, voué lui aussi à être géré sous le seul signe de la rentabilité.

Et encore la France reste-t-elle un des pays les plus riches du monde, où l'on dispose encore de moyens, au contraire de bien des pays d'Afrique où on manque de tout. Dans ce dernier continent, comme l'a dénoncé le médecin urgentiste Pelloux, la seule mesure d'aide a été l'envoi de 60 000 tests de dépistage pour vingt pays... Tout un symbole!

Cédric Duval

Le virus de la finance menace l'économie

« Coronavirus : les marchés dévissent », titrait en gros le journal économique *Les Échos* du 25 février. L'apparition de nouveaux foyers de contagion, en Corée du Sud et surtout dans le nord de l'Italie, a provoqué la panique des marchés financiers. Les Bourses européennes ont perdu 4 % en une journée. Le cours des actions des compagnies aériennes comme celui du pétrole a chuté partout dans le monde.

Ni le nombre de morts, qui reste très inférieur à celui des victimes annuelles de la grippe hivernale, ni les effets de l'épidémie sur les usines de production en Chine, et ses répercussions sur toute la chaîne économique mondiale, ne justifient une telle panique. Celle-ci est d'abord le symptôme d'une économie mondiale malade de la finance, où la croissance et les indices de production industrielle sont bas et où la confiance est en berne. Depuis la crise de 2008, l'injection massive de capitaux par toutes les banques centrales pour sauver les banques de la faillite, leur politique de taux d'intérêt proches de zéro, voire négatifs, les aides multiples consenties par tous les gouvernements aux capitalistes, alimentent un

monopoly mondial. Les possesseurs de capitaux, ceux que les médias nomment les marchés financiers, sont sans cesse à la recherche du meilleur placement, de la meilleure opération spéculative. Ils utilisent chaque événement, chaque crise dans un pays ou un secteur économique, comme un terrain de jeu pour accroître leur fortune. Le Brexit, l'endettement de la Grèce ou de l'Argentine, les menaces de guerre au Moyen-Orient, les incendies géants en Australie ou en Amazonie, un hiver trop doux ? Ce sont autant de supports pour parier à la baisse ou à la hausse sur le cours du pétrole, du ciment ou du cuivre ; c'est une opportunité pour vendre telle monnaie ou telle action affaiblie par la crise du moment, pour acheter des bons



du Trésor américains ou allemands réputés plus sûrs.

La transformation possible de l'épidémie de coronavirus, jusque-là localisée à la Chine, en une pandémie

exacerbe la nervosité des marchés financiers. Elle offre, à ceux qui sauront anticiper avant les autres les effets de la propagation du virus, des occasions

d'accroître un peu plus leurs fortunes, car on peut spéculer à la baisse des actions comme à la hausse. Ce faisant, ils aggravent encore l'instabilité du système. Chaque crise détruisant un peu plus la confiance que les capitalistes ont dans leur propre système, le coronavirus peut s'avérer fatal pour l'économie.

La rapacité de la finance est une menace bien plus grave que ce virus. Et le traitement pour éviter l'effondrement catastrophique de l'économie mondiale n'est pas médical. Il est social. Il exige d'arracher à la bourgeoisie irresponsable les leviers de commande de la société.

Xavier Lachau

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Argenteuil

Samedi 29 février
à partir de 16 h 30
Complexe Jean-Vilar
9, boulevard Héloïse

Beauvais

Dimanche 1^{er} mars
à partir de 11 heures
Espace Argentine
15, rue du Morvan

Saint-Nazaire

Samedi 7 mars
de 16 h à 24 heures
Alvéole 12
de la base sous-marine

Lutte ouvrière dans la campagne

Les différents candidats aux municipales multiplient ces jours-ci les promesses pour rendre la ville plus verte, plus propre, plus proche de ses citoyens en prônant la démocratie participative etc.

Ce sont autant de discours adaptés aux modes du moment, pour tenter de capter l'attention des électeurs. Même en admettant que certaines de ces promesses soient tenues, de toute façon elles ne changeront rien d'essentiel pour les couches populaires touchées par la dégradation des conditions de vie et de travail qui se

fait sentir sur les salaires, l'emploi, les loyers...

Pour les journalistes et les commentateurs, cette élection ne serait faite que d'une série de matches, comme à Paris entre Agnès Buzyn, Rachida Dati et Anne Hidalgo. On peut noter que la majorité des candidats sont très discrets sur leur engagement politique. Ils se

présentent comme indépendants des partis, concentrés sur l'avenir de leur ville, de crainte que l'appartenance à LREM, à LR ou au PS ne les desserve. Les élections municipales ne seraient pas politiques, se défendent-ils.

Les candidats de Lutte ouvrière, eux, ne prétendent pas changer les choses à l'échelle d'une commune. Ils veulent affirmer un camp politique, qui est celui des travailleurs opposé à celui des capitalistes. Ils veulent condamner la politique

menée par les représentants des différents partis qui se sont partagé le pouvoir ou qui en rêvent pour gérer les affaires de la bourgeoisie. Ils affirmeront que, pour changer leur sort, les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces. Pour tous ceux qui voteront pour les listes de Lutte ouvrière, dans les 250 villes où cela sera possible, ce vote pourra être un pas vers l'affirmation politique du camp des travailleurs.

Inès Rabah

Dominique Clergue, ouvrière, candidate à Montargis



atelier, entre intérimaires et embauchés. Elle entretient un climat d'inquiétude sur l'avenir de l'usine pour nous faire accepter la dégradation des conditions de travail. Contrer sa propagande est un de mes combats quotidiens. Un de mes arguments est que l'entreprise appartient au groupe Total, n°1 du CAC 40, qui a versé 8,5 milliards à ses actionnaires en 2019. Tôt ou tard il faudra bien qu'on leur demande des comptes.

Le mouvement contre la réforme des retraites a changé le climat dans l'usine et parmi les classes populaires à Montargis. Tous regardent le mouvement avec sympathie. Les manifestations ont été l'occasion de nombreuses discussions. La colère qui s'accumule ne s'est pas exprimée dans le privé, mais la braise couve sous la cendre...

Le combat se poursuit tout naturellement dans cette élection. Je vais faire entendre le camp des travailleurs, des retraités et des chômeurs dans une ville qui détient le record de chômage du département. Le tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Notre liste veut être la voix de tous ceux-là, une voix de colère et de combat pour préparer le renversement de ce système d'injustice et de misère.»



Michel Treppo, ouvrier chez Peugeot, candidat à Valentigney

«Ouvrier tôlier retoucheur à l'usine Peugeot de Sochaux, mon travail consiste à corriger les défauts sur les tôles assemblées avant le passage en peinture. J'ai été embauché en CDI en 1989, quelques mois après la grande grève pour l'augmentation des salaires qui a duré six semaines. À l'époque, le PDG s'était augmenté son salaire de 47%, tandis que ceux des ouvriers étaient bloqués. Décidément, ça, ça n'a pas changé ! Par contre, en trente ans, ce qui a changé, c'est l'explosion de l'intérim. Dans certains ateliers, il représente plus de 50% des travailleurs.

Dans la commune de Valentigney où je me présente, beaucoup d'habitants

travaillent en intérim chez Peugeot. C'est une commune ouvrière de plus de 10000 habitants. J'y ai été conseiller municipal de 2008 à 2014. Le bailleur Néolia avait alors envoyé un courrier aux habitants de tous les HLM leur indiquant qu'il voulait vendre les logements, et disant en gros : "Vous achetez ou vous partez". C'était hors de portée de bien des habitants retraités. Avec les locataires, nous nous sommes mobilisés et une quinzaine sont venus protester au conseil municipal, obligeant le maire à prendre position contre le bailleur. C'est ainsi que je conçois le mandat : aider les travailleurs à réagir et à se défendre.»

Réunions publiques de Lutte ouvrière

- Pau**
27 février à 19 heures
MJC du Laii
- Montauban**
28 février à 19 heures
Maison de quartier du Ramier
- Annonay**
28 février à 18 heures
Salle Voûtée
- Villeurbanne**
28 février à 19 heures
Maison Berty-Albrecht
- Saint-Brieuc**
28 février à 20 heures
Petite salle de Robien
- Villeneuve-d'Ascq**
28 février à 18h30
Foyer L'âge d'or à Annapes
- Troyes**
29 février à 15 heures
Maison de quartier des Chartreux
- Nanterre**
29 février à 18 heures
Salle des Terrasses
- Vernon**
29 février à 16 heures
Villa Castelli
- Saint-Fons**
29 février à 14h30
Salle Spot
- Champs-sur-Marne**
29 février à 15 heures
Salle des Catalpas
- Mantes-la-Jolie**
29 février à 17h30
Salle de l'Agora
- Poissy**
29 février à 17h45
Salle Robespierre
- Aubergenville**
1^{er} mars à 16 heures
Maison du Voisinage
- Dunkerque**
2 mars à 18h30
Salle polyvalente des Glacis
- Langon**
3 mars à 18 heures
Salle du 14-Juillet
- Le Havre**
4 mars à 19 heures
Salle Franklin
- Moulins**
4 mars à 18h30
Maison des associations
- Bourges**
4 mars à 18 heures
Espace Michel-de-Bourges
- Lucé**
4 mars à 20h30
Centre culturel Raymond-Desouche
- Évreux**
4 mars à 18 heures
Maison de quartier de La Madeleine
- Échirolles**
4 mars à 18h30
Espace D'Estienne-d'Orves
- Ramonville St-Agne**
4 mars à 19 heures
Foyer d'Occitanie
- Angers**
5 mars à 20h30
Salle du Doyenné
- Lannion**
5 mars à 20 heures
Espace Sainte-Anne



Le site de campagne : <https://www.lutte-ouvriere.org/municipales/>

- les communes où nous nous présentons
- les têtes de liste
- les émissions auxquelles elles ont participé
- l'agenda des réunions publiques et des meetings
- comment nous contacter

Maubeuge

Réunion publique de la Liste de défense des intérêts du monde du travail, présentée par le Parti communiste et Lutte ouvrière
Mercredi 4 mars à 18h30
Foyer de Sous-le-Bois, place de l'Industrie

Aurélie Jochaud, infirmière, candidate à Montreuil



Je suis infirmière en Hématologie à l'hôpital Saint-Antoine (Paris 12e), qui fait partie de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP). Année après année, les conditions de travail dans les hôpitaux se dégradent. Les directions suppriment des emplois partout: administratifs, ouvriers, soignants, etc.

Le manque d'effectifs dans les services de soins entraîne des fermetures de lits, et il y a actuellement 800 postes vacants d'infirmières à l'AP-HP, sans compter les emplois qu'il serait nécessaire de créer. Pour faire encore plus d'économies sur le personnel, la direction essaie de mettre en place les 12 heures de travail, de jour et de nuit, au lieu de 7h36 aujourd'hui. Changer ainsi, avec en plus une alternance entre le jour et la nuit, permet de supprimer encore des emplois. Nous sommes nombreuses à ne pas l'accepter.

Ce qui pèse aussi, ce sont les salaires qui n'augmentent pas. Se loger à Paris ou en banlieue proche est de plus en plus difficile.

De nombreux collègues déménagent de plus en plus loin et cela ajoute encore de la fatigue, avec des temps de transport allongés. Et ce ne sont pas les annonces du ministère de la Santé, promettant entre autres 66 euros par mois pour une minorité de soignants, qui vont améliorer la situation!

Dans le centre hospitalier André-Grégoire de Montreuil, la situation est la même qu'ailleurs: il manque des effectifs dans tous les services, à tel point que ces derniers mois le bloc opératoire était régulièrement fermé, faute d'infirmières et d'anesthésistes.

La liste Lutte ouvrière de Montreuil est aux côtés de tous ceux qui n'acceptent pas que l'argent nécessaire pour faire fonctionner l'ensemble des services utiles à la population soit dilapidé au profit des banques et des grandes entreprises du CAC40.

Voter Lutte ouvrière, ce sera aussi affirmer l'opposition des travailleurs, qui font fonctionner toute la société, à cette situation.

260 listes Lutte ouvrière dans 240 communes différentes

Région	Département	Commune		
Auvergne-Rhône-Alpes	Ain	Ambérieu-en-Bugey Bourg-en-Bresse		
	Allier	Montluçon		
	Moulins			
	Ardèche	Annonay		
	Drôme	Valence Echirolles Grenoble		
	Isère	Rives Saint-Martin-le-Vinoux Vif Villefontaine		
	Loire	Saint-Chamond Saint-Étienne		
	Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand Oullins		
	Rhône	Saint-Fons Vaulx-en-Velin Vénissieux Villeurbanne Saint-Priest Lyon 1er Lyon 4e Lyon 5e Lyon 7e Lyon 8e Lyon 9e		
		Savoie	Chambéry	
		Haute-Savoie	Annecy Evian-les-Bains Chenôve Dijon Montbard Quetigny Talent	
		Côte-d'Or	Audincourt Besançon Grand-Charmont Héricourt Montbéliard Valentigney	
			Jura	Dole Lons-le-Saunier
			Nièvre	Nevers
Haut-Saône			Héricourt Vesoul	
Saône-et-Loire			Autun Chalon-sur-Saône Le Creusot Mâcon Montceau-les-Mines	
		Yonne	Auxerre Avallon Sens	
Territoire de Belfort	Belfort			
Bretagne	Côtes-d'Armor	Lannion Ploufragan Saint-Brieuc		
	Finistère	Brest		
	Ille-et-Vilaine	Acigné Fougères Rennes Saint-Jacques-de-la-Lande		
	Morbihan	Lanester		
Centre-Val de Loire	Cher	Bourges Vierzon		
	Eure-et-Loir	Chartres Dreux Lucé		
	Indre	Châteauroux Issoudun		
	Indre-et-Loire	Joué-lès-Tours Saint-Pierre-des-Corps Tours		
	Loir-et-Cher	Blois		
	Loiret	Fleury-les-Aubrais Montargis Orléans		
Grand Est	Ardennes	Charleville-Mézières Sedan		
	Aube	Troyes		
	Marne	Epernay Reims Vitry-le-François		
	Haute-Marne	Chaumont		
	Meurthe-et-Moselle	Frouard Nancy Vandœuvre-lès-Nancy Metz		
	Moselle	Sarreguemines Thionville		
	Bas-Rhin	Schiltigheim Strasbourg Colmar		
Haut-Rhin	Ensisheim Mulhouse			
Hauts-de-France	Aisne	Château-Thierry Laon Saint-Quentin Villeneuve-d'Ascq Bruay-sur-l'Escaut Denain Dunkerque Fourmies Lille Maubeuge Onnaing Orchies Roubaix Saint-Saulve Sin-le-Noble Tourcoing Wattrelos		
	Oise	Beauvais Clermont Compiègne Creil Margny-lès-Compiègne		
	Arras			
	Calais			
	Lens			
	Liévin			
	Sailly-Labourse			
	Abbeville			
	Amiens			
	Paris Centre			
	Paris 5e			
	Paris 6e			
	Paris 9e			
	Paris 10e			

Région	Département	Commune			
Île-de-France	Ville de Paris	Paris 11e Paris 12e Paris 13e Paris 14e Paris 15e Paris 17e Paris 18e Paris 19e Paris 20e			
		Seine-et-Marne	Champs-sur-Marne Chelles Lognes Melun Montereau-Fault-Yonne Aubergenville Carrières-sous-Poissy Les Clayes-sous-Bois Conflans-Sainte-Honorine Mantes-la-Jolie Les Mureaux Poissy Trappes		
			Yvelines	Corbeil-Essonnes Draveil Massy Sainte-Geneviève-des-Bois Vigneux-sur-Seine	
				Essonne	Les Ulis Bagneux Clamart Cligny Colombes Gennevilliers Malakoff Nanterre Aubervilliers Aulnay-sous-Bois Bagnole Le Blanc-Mesnil Bobigny Clichy-sous-Bois La Courneuve Drancy L'Île-Saint-Denis Les Lilas Livry-Gargan Montreuil Noisy-le-Sec Pantin Le Pré-Saint-Gervais Romainville Saint-Denis Saint-Ouen-sur-Seine Villepinte
					Hauts-de-Seine
		Seine-Saint-Denis	Argenteuil Bezons Cergy Eaubonne Ermont Herblay Jouy-le-Moutier Louvres Saint-Benoît		
			La Réunion		
				Eure	
					Orne
				Seine-Maritime	
	Charente				Bègles Bordeaux Langon Libourne Mérignac
				Gironde	Pau Saint-Jean-de-Luz Châtelleraut
	Pyrénées-Atlantiques				Châtelleraut Limoges Alès
				Vienne	Auvergne Colomiers Cugnaux Muret Ramonville-Saint-Agne Toulouse
Haute-Vienne	Montpellier Sète				
	Gard	Tarbes Perpignan Montauban			
Haute-Garonne		Nantes Saint-Nazaire Angers Cholet Les Ponts-de-Cé Trélazé			
	Hérault	Laval			
Hauts-Pyrénées		Le Grand-Lucé Le Mans			
	Pyrénées-Orientales	La Roche-sur-Yon			
Tarn-et-Garonne		Carros Nice			
	Loire-Atlantique	Arles Marseille 2e Marseille 7e Marseille 8e			
Maine-et-Loire		Toulon			
	Mayenne				
Sarthe					
	Vendée				
Alpes-Maritimes					
	Côte d'Azur				

Meetings

Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 7 mars à 16 heures

Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Métro Maubert-Mutualité

Lyon

Avec Nathalie Arthaud et Olivier Minoux

Mercredi 11 mars à 19h30

Centre culturel de Villeurbanne
234, cours Émile-Zola - Métro Flachet

- Lutte ouvrière présente également des candidats à la Métropole de Lyon, sous la conduite d'Olivier Minoux.
- Par ailleurs, à Maubeuge (Nord), le PCF et Lutte ouvrière présentent en commun une Liste de défense des intérêts du monde du travail, conduite par Myriam Baziz (PCF) et Laurent Lehrhaupt (LO).

- Enfin, l'organisation trotskyste antillaise Combat ouvrier (UCI) présente des listes en Martinique à Fort-de-France, sous la conduite de Marie-Hellen Marthe-dite-Surelly, et en Guadeloupe à Capesterre-Belle-Eau, conduite par Jean-Marie Nomertin, et aux Abymes, conduite par Danièle Diakok.

Retraites : au patronat de financer !

Les deux premières séances de la conférence de financement du système de retraites, inventée par le gouvernement pour feindre de négocier face au refus de sa réforme, ont déjà eu lieu les 18 et 20 février.

Présenté de façon provocante par Édouard Philippe – trouvez-moi un financement, sinon j'applique l'âge-pivot – cet os à ronger jeté aux confédérations syndicales prêtes au dialogue ne débouchera évidemment sur rien qui soit dans l'intérêt des classes populaires. L'échéance fixée par Matignon est à la fin avril. La première séance, le 18 février, a consisté de la part du gouvernement à accréditer la fable du prétendu déficit des retraites, qui atteindrait 12 milliards d'euros par an en 2027. Laurent Berger de la CFDT, un des initiateurs de la conférence, qui disait attendre de la réforme une prise en compte de la pénibilité, en est jusqu'à présent pour ses frais et ne peut que dénoncer l'obstruction du Medef sur la question.

La CFE-CGC, qui se place pourtant dans une « démarche contributive », ne trouve rien à quoi contribuer. Quant aux dirigeants de FO et de la CGT, ils ne peuvent que constater publiquement, pour les premiers que « la barque prend eau de toute part », et pour les seconds que, de leur point de vue, il était hors de question d'accepter de discuter « de mesures de régression ». À deux doigts de claquer la porte, les dirigeants CGT se sont repliés, de même que les autres organisations signataires d'un communiqué commun à la suite des manifestations du 20 février, sur leur propre conférence, qu'ils organiseraient en mars. Celle-ci pourrait être le siège d'un

« vrai débat contradictoire » en présence d'experts et d'économistes.

Pour le Medef, « au moins 90 % de l'effort doit porter sur l'âge », et il conclut sur son souhait de voir reculer l'âge de départ. De prise en compte de la pénibilité du travail, point, même pas pour faire mine de justifier les efforts de Laurent Berger.

À l'Assemblée où pendant ce temps la discussion continue, le 24 février, les députés ont voté majoritairement le premier des 65 articles du texte de la réforme. « Un grand bond en arrière ! », a lâché dans un lapsus révélateur une députée macroniste. Les soupirs agacés des députés LREM



Le 20 février à Paris.

devant les milliers d'amendements déposés par l'opposition les ont sans doute empêchés d'entendre les slogans lancés le 20 février par les milliers de manifestants qui continuent de protester dans la rue contre cette attaque, toujours aussi impopulaire.

Le prétendu débat parlementaire, tout comme le

prétendu dialogue souhaité par le gouvernement, ne sont depuis le début qu'une mise en scène. Cette conférence de financement en fait partie. Censée bon an mal an reprendre mi-mars, elle n'a aucun sens, le gouvernement ayant averti depuis le début qu'il imposera sa réforme et sa politique, au besoin à l'aide de l'article 49.3

de la Constitution. S'il y a un autre financement à rechercher au système actuel des retraites, c'est dans les poches des profiteurs du travail humain, les capitalistes, qu'il faudra le trouver. Quant à une loi votée par le Parlement, si elle finit par l'être, elle peut être abolie par la rue!

Viviane Lafont

La grève des avocats continue

Lundi 24 février, les avocats ont interdit l'entrée du palais de justice de Paris, empêchant ainsi les procès programmés dans la journée, notamment celui des Fillon. C'était selon eux une première depuis mille ans!

Depuis début janvier, les avocats sont en lutte contre la réforme des retraites du gouvernement. Ce dernier veut leur imposer un doublement des cotisations retraite, qui passeraient de 14 à 28%, et la disparition de leur caisse autonome qui, jusqu'à présent, assurait le paiement des pensions. Cette réforme pourrait être fatale pour les avocats aux revenus modestes et les cabinets sans grande notoriété.

Les belles paroles du gouvernement minimisant les effets de la réforme, ses

promesses de moduler l'augmentation des cotisations, ou la dernière proposition de la garde des Sceaux, revenant à un tour de passe-passe, n'ont pas convaincu. En même temps qu'une carotte, la ministre a agité le bâton en tentant de mobiliser les magistrats et les greffiers, touchés par la grève des avocats, contre les grévistes. Mais la majorité de ces derniers s'en sont montrés plutôt solidaires, car tous ceux qui travaillent dans le secteur de la justice savent combien les réformes antérieures ont joué un rôle



Le 20 février à Paris, les avocats aussi.

dévastateur.

La manœuvre de la ministre a plutôt galvanisé les avocats en lutte. Leur mobilisation reste donc forte dans tout le pays, entraînant

le renvoi de milliers de procès. L'attitude de mépris, habituelle chez ce gouvernement, est bien impuissante à convaincre.

Jacques Fontenoy

Salon de l'agriculture : vachement d'hypocrisie

Pour la seconde année consécutive, Macron a utilisé le Salon de l'agriculture comme vitrine pour redorer son image, avec pas moins de 13 heures de sourires photogéniques, de spécialités du terroir ou de verres avalés, de poignées de main et de claques sur l'épaule, voire sur le flanc des vaches.

La visite s'est terminée sans dérapage notable, l'important dispositif de sécurité veillant au grain : même des poussins n'auraient pas pu s'égailler sans riposte policière, tant le jaune semblait la couleur redoutée.

Macron a pu ainsi caresser dans le sens du poil chacun de ses

interlocuteurs. Mais évidemment il n'a rien à offrir aux petits agriculteurs qui par milliers déclarent un revenu nul, voire un déficit de leur exploitation, et qui survivent grâce au RSA. Il n'a rien à dire non plus aux ouvriers agricoles exploités par les capitalistes de la terre ou dans l'industrie agroalimentaire. Ceux-là

n'ont tout simplement pas voix au chapitre au Salon. Macron a bien osé reprendre le message selon lequel, avec sa réforme des retraites, 1 000 euros seraient garantis à toutes les femmes. En attendant, des milliers d'agriculteurs et d'agricultrices en retraite doivent se contenter de quelques centaines d'euros.

Comme dans tous les domaines, derrière la prétendue défense de la paysannerie arborée dans les allées du Salon, ce sont en fait les plus gros qui ont l'oreille de Macron. Ainsi

a-t-il regretté que, la veille de l'ouverture du Salon de l'agriculture, l'Union européenne ne soit pas parvenue à un accord sur le budget notamment de la PAC, la politique agricole commune, c'est-à-dire les milliards d'aides dont l'agriculture française est un des principaux bénéficiaires. Or ce sont principalement les grosses exploitations qui touchent ces milliards, et même des groupes comme Lactalis, un des premiers groupes laitiers au monde. La PAC n'a jamais constitué une protection pour les petits agriculteurs

face à la concurrence des plus gros ou face aux diktats de l'agro-industrie ou de la distribution.

Comme chaque année, ce Salon de l'agriculture a été un petit sommet d'hypocrisie, un peu comme ces dirigeants de la FNSEA qui, tout en se déclarant défenseurs de tous les paysans, s'accordent, selon les révélations de Médiapart de ces derniers jours, des émoluments supérieurs à ceux des ministres et bien supérieurs à une année de revenu de bien des agriculteurs.

Boris Savin

Fessenheim : une centrale fermée, mais rien de prévu

Bien qu'une partie du personnel refuse encore d'obtempérer, le premier des deux réacteurs de la centrale nucléaire de Fessenheim vient d'être mis à l'arrêt. L'autre le sera en juin, ce qui mettra fin au fonctionnement de la plus ancienne centrale nucléaire du pays.

Le nucléaire, on le sait, comporte de nombreux dangers. L'accident de Tchernobyl, puis le naufrage de la centrale de Fukushima sous les flots d'un tsunami, sont présents dans les mémoires. Sans compter les radiations que subissent ceux qui procèdent au déchargement-rechargement du combustible, les « nomades du nucléaire ». Enfin, demeure la question des déchets, dont les plus radioactifs le sont quelquefois pour des siècles ou des millénaires.

À la suite du désastre de Fukushima et des craintes légitimes qu'il a engendrées, Hollande, lors de sa candidature à l'élection présidentielle de 2012, avait promis de ramener la part du nucléaire en France de 75% de l'électricité produite à 50%. Plus que d'assurer la sécurité du pays, il s'agissait alors d'élire Hollande.

C'est dans le cadre de cette même recherche du soutien des écologistes qu'Hollande a promis de fermer Fessenheim.

Hollande a finalement laissé à Macron le soin d'accomplir sa promesse. Seulement, rien n'est vraiment prévu. Pour le moment, la France est exportatrice de courant électrique, et donc la fermeture de Fessenheim ne la pénalise pas trop : une grande partie du courant produit par la centrale allait vers l'Allemagne, située juste à côté.

Mais si on arrête, non seulement Fessenheim, mais un grand nombre de centrales, comment les remplacer ? Le gouvernement parle de développer les énergies renouvelables, mais l'Allemagne, de l'autre côté du Rhin, pourtant un pays leader en matière d'éoliennes et de panneaux



C. DEBARRY

Devant la centrale de Fessenheim.

solaires, n'a rien trouvé d'autre pour remplacer les centrales nucléaires qu'elle a fermées que de réactiver des centrales thermiques fonctionnant au charbon, et même au lignite. Une toute nouvelle et énorme centrale thermique au charbon vient juste de démarrer en Rhénanie, et les combustibles fossiles assurent 38% de la production allemande d'électricité. Le danger représenté par le nucléaire est ainsi remplacé par un autre.

Les particules fines issues de la combustion du

charbon et du lignite sont en effet responsables de 23 000 morts chaque année en Europe, sans compter des dizaines de milliers de maladies cardiaques, respiratoires et autres.

Assurer la production d'énergie d'une façon responsable qui ne mette en danger la vie ni aujourd'hui ni demain ne peut se faire à coups de décisions ponctuelles. Cela réclamerait une véritable planification des ressources, au moins à l'échelle de l'Europe, pour leur utilisation à long terme.

Ainsi rien n'est vraiment prévu non plus pour compenser, dans la région de Fessenheim, la perte des 2 000 emplois directs et des milliers d'emplois de sous-traitants et d'intérimaires qui en découleront.

Il est vrai que, pour le moment, il ne s'agit que d'assurer la campagne des municipales, en espérant le soutien des écologistes grâce à la fermeture de Fessenheim. Plus tard il y aura la présidentielle. Et après il sera temps d'aviser...

André Victor

Fillon : les servir et se servir

Le procès de François Fillon et de sa femme Pénélope, retardé pour cause de grève des avocats, devait commencer le 26 février. Fillon est accusé de détournement de fonds publics et d'abus de biens sociaux et encourt dix ans de prison et 150 000 euros d'amende. Son épouse est également poursuivie pour complicité.

L'affaire a éclaté en janvier 2017 suite aux révélations du *Canard enchaîné* sur les emplois présumés fictifs de Pénélope Fillon. Présentée comme collaboratrice, assistante parlementaire de son député de mari, elle était rémunérée pour des travaux dont on ne trouve pas trace. L'Assemblée nationale réclame d'ailleurs plus d'un million d'euros de remboursement.

En quarante ans de vie politique, Fillon a occupé presque toutes les fonctions : maire, président de région, député, sénateur, plusieurs fois ministre sous Chirac et Premier ministre sous Sarkozy. Non seulement il a servi les intérêts du patronat et d'une droite très conservatrice, mais il ne s'est pas oublié. Tout était bon pour augmenter

ses revenus, y compris les petites ficelles plus ou moins légales ou tolérées, comme les emplois ou les missions aux résultats introuvables confiées à des membres de sa famille.

Quoi de plus normal, pour ces politiciens, que de se faire entretenir par l'argent public ? Sans compter bien sûr tous les avantages qu'on peut tirer de liens avec des patrons amis, comme Ladreit de Lacharrière, président d'une société d'investissement et jusqu'à récemment de l'agence de notation Ficht, ou comme le PDG d'AXA.

Il fallait bien pour Fillon trouver de quoi entretenir son train de vie, son manoir dans la Sarthe, et tenir son rang dans le monde, celui où les grands patrons côtoient les politiciens ambitieux et

misent sur les futurs ministres ou présidentiables

Fillon affirme qu'il s'est retiré de la politique. En effet, il est devenu actionnaire et associé de la société d'investissement Tikehau capital, qui gère un peu plus de 25 milliards d'euros d'actifs dans le monde. Les dirigeants lui reconnaissent une contribution au développement international de la société. On peut les croire : un politicien avisé ne part pas sans un carnet d'adresses.

Mais, au fond, il n'a pas vraiment changé d'emploi. Il continue dans le privé ce qu'il a toujours fait comme homme politique : servir les intérêts du patronat, et en même temps les siens.

Sylvie Maréchal



PARIS MATCH

Les Fillon en leur château.

Démagogie : le virus de la xénophobie

Depuis que le coronavirus s'est propagé jusque dans le nord de l'Italie, et par conséquent aux portes de la France, les réactionnaires des deux côtés y trouvent un aliment pour développer leur propagande chauvine contre les dangers potentiels représentés par « l'étranger. »

Le maire LR de Menton a demandé lundi 24 février « le renforcement des contrôles sanitaires à la frontière, en plus des contrôles d'identité », afin de bloquer le virus. Sans surprise, Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen développent la même position. Éric Ciotti,

député LR des Alpes-Maritimes, va plus loin : il se demande si « les flux avec l'Italie doivent être maintenus, compte tenu de la situation » qui règne dans ce pays et réclame du gouvernement un plan d'urgence pour y faire face. Du côté italien, Salvini, le dirigeant de La Ligue, clame :

« Maintenant, il faut bloquer les frontières. On l'avait dit quand on demandait des contrôles contre l'entrée des migrants, mais on nous traitait de chacals et de fachos. »

Incompétents, ignorants des véritables moyens de lutte contre une épidémie, ces gens-là

en fait ne s'en soucient pas. Mais ils ne peuvent manquer une occasion de spéculer sur l'ignorance et les craintes réelles que peuvent avoir les populations, pour faire parler d'eux et développer leur démagogie xénophobe et raciste.

Marianne Lamiral

Syrie : les conséquences criminelles de la politique impérialiste

L'offensive de l'armée syrienne, appuyée par l'aviation et la logistique russes, sur la région d'Idlib se poursuit. La presse relate des bombardements incessants, des villages désertés, des villes effondrées, un million de personnes, sur les trois qui peuplent cette région, errant dans le froid et la peur.

Pour reprendre le contrôle de la zone contre les quelques milliers de rebelles en armes qui y subsistent encore, le régime de Bachar el-Assad est en passe de la raser. La fuite vers la Turquie frontalière est impossible : l'armée turque, dont quelques détachements contrôlaient plus ou moins cette partie de la Syrie en liaison avec des rebelles, a fermé hermétiquement la frontière.

Le président turc Erdogan est maintenant contraint de lâcher un peu du terrain pris autour d'Idlib. Mais, après avoir réduit la poche d'Idlib, Bachar el-Assad voudra affermir aussi son contrôle sur les zones sous contrôle kurde, ce qui ne déplaira pas à Erdogan.

La presse européenne ne ménage pas les qualificatifs et les articles désolés sur

l'impuissance occidentale quant à ce nouveau massacre perpétré en direct. Le ministre français des Affaires étrangères a évoqué le 15 février avec son collègue turc la situation humanitaire dramatique de la province d'Idlib. À l'occasion de leur réunion à Munich le 21 février, les chefs d'État européens ont appelé au cessez-le-feu et à la constitution d'un corridor humanitaire. Enfin, une conférence réunissant les diplomates français, allemands, turcs et russes est programmée pour le 5 mars.

Toutes ces simagrées n'auront certainement aucune conséquence pour la population d'Idlib, prise en tenaille entre les troupes djihadistes et celles du régime. Et l'opinion européenne, à qui elles sont destinées, aurait tort de croire qu'il pourrait en sortir

quelque chose de positif. Il n'y a rien à espérer des puissances impérialistes, dont ce sont précisément les actions qui ont déclenché le processus conduisant au massacre actuel.

L'ensemble de la région est, depuis un siècle maintenant et pour des raisons essentiellement pétrolières, sous la dépendance des puissances européennes concurrentes et complices. Elles y font régner leur ordre par l'intermédiaire de régimes dictatoriaux, comme celui de la famille Assad en Syrie. Lorsque ces régimes expriment des velléités d'indépendance, les services secrets ou les armées occidentales exercent leurs pressions qui parfois vont jusqu'à la guerre.

C'est ce qui s'est passé avec l'irakien Saddam Hussein, au prix de deux guerres menées par les États-Unis et d'une occupation catastrophique. Quant au régime de Bachar el-Assad, la France, ex-puissance mandataire du bloc Syrie-Liban, a voulu



Le 19 février, un camp de réfugiés à Idlib.

profiter des révoltes de 2011 dans les pays arabes pour tenter de le remplacer par un régime plus docile. Avec les États-Unis, elle a donc soutenu, financé et armé les groupes rebelles syriens, y compris les plus réactionnaires. L'Arabie saoudite, les Émirats et la Turquie ont fait de même, avec une prédilection pour les plus intégristes d'entre les combattants, avec la collaboration des services secrets occidentaux. Mais la créature djihadiste a échappé à ses créateurs, et Daesh a déstabilisé toute la région, allant même, crime suprême, jusqu'à prendre certaines zones pétrolières. Les dirigeants occidentaux ont alors fait feu de tout bois pour les reprendre, quitte

à s'appuyer sur les milices kurdes pour les abandonner plus tard.

Après des opérations militaires ayant causé des centaines de milliers de morts, après avoir détruit l'Irak, une bonne partie de la Syrie et déplacé des millions de civils, les grandes puissances, dont la France, regardent le régime syrien reprendre le contrôle de la région d'Idlib au prix du massacre d'une population qu'elles ont elles-mêmes poussée dans une situation sans issue. Cela ne les empêchera sûrement pas, si elles le peuvent, de se livrer à de nouvelles manœuvres.

Qui jugera un jour cette politique criminelle des dirigeants impérialistes?

Paul Galois

Iran : une abstention massive, désaveu du régime

Les élections législatives du vendredi 21 février en Iran ont été marquées par une abstention record, avec moins de 43 % de participation en moyenne dans le pays. Les députés favorables à l'ayatollah Khamenei, presque les seuls autorisés à se présenter, ont emporté 200 sièges sur 290.

Dans tous les pays, même ceux dits démocratiques, les élections sont un reflet très déformé de l'état d'esprit de la population. En Iran, parmi les déformations, outre le clientélisme et la corruption, il y a la censure exercée par le Conseil des gardiens de la révolution islamique, qui peut invalider les candidats qui lui déplaisent. Ainsi plusieurs milliers de candidats, en particulier ceux proches d'Hassan Rohani, le président de la République qui avait signé l'accord sur le nucléaire en 2015 avec les pays occidentaux, ont été écartés. Cela explique en partie l'abstention la plus massive qu'ait connue l'Iran depuis la fondation du régime islamique, il y a 40 ans. Celle-ci atteint même 75 % à Téhéran. L'un des effets de l'embargo décidé par Trump, après sa rupture unilatérale de l'accord sur le nucléaire, aura donc été de renforcer le poids des plus conservateurs au sein du pouvoir iranien.

L'absence de candidats

modérés n'est pas la seule, ni peut-être la principale explication à la forte abstention. Rohani lui-même est largement déconsidéré. Il ne s'est opposé ni à la répression féroce des manifestants qui protestaient contre la hausse du prix du carburant en novembre dernier, ni au mensonge d'État après la destruction d'un Boeing transportant 176 passagers d'origine iranienne par un missile tiré par les Paskaran. Bien des électeurs, en particulier à Téhéran parmi la petite bourgeoisie urbaine ou la jeunesse progressiste, qui avaient voté pour Rohani et les modérés en 2016, ont pu vérifier que leur vote n'avait rien changé.

Les classes populaires, quant à elles, subissent de plein fouet les effets de l'embargo, avec les pénuries et la flambée des prix. Ces fléaux s'ajoutent à la corruption, aux abus de pouvoir des dignitaires locaux du régime, à l'incurie des responsables face aux inondations et autres

catastrophes naturelles, au vol de l'eau à la campagne, aux salaires non versés dans de nombreuses entreprises. Tout cela explique pourquoi la propagande des multiples institutions de la République islamique, leurs pressions et leurs chantages n'ont pas

suffi à convaincre une majorité de la population iranienne d'aller voter.

L'abstention massive du 21 février confirme le rejet du pouvoir par une majorité de la population. La jeunesse et les classes populaires d'Iran ont montré ces dernières

années leur courage pour le contester, malgré la répression. Ce qu'il faut leur opposer n'est pas le régime plus ou moins pro-occidental que souhaiteraient Trump et ses alliés, mais le pouvoir des travailleurs.

Xavier Lachau



Manifestation sur le campus de Téhéran, le 14 janvier.

Procès Assange : **coupable d'avoir brisé la loi du silence**



Militaires américains en Irak : le genre d'exactions dénoncées par Assange.

Le tribunal britannique devant statuer sur la demande d'extradition des autorités américaines à l'encontre de Julian Assange a débuté ses audiences lundi 24 février. En cas de transfert aux États-Unis où il est poursuivi pour espionnage, il encourrait une peine de 175 années de prison.

L'État américain n'a jamais pardonné à Assange d'avoir publié en 2010 sur son site Wikileaks plusieurs centaines de milliers de

documents classés secret défense, témoignant des exactions de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan. L'impact de ces révélations a

été d'autant plus important que leur mise en ligne s'est accompagnée de leur publication par les journaux les plus réputés d'Europe et du monde. Pendant des mois, l'opinion publique internationale a pu ainsi prendre connaissance de nombreux rapports militaires faisant état d'actes de torture, d'enlèvements et de crimes de guerre perpétrés contre des

civils, jetant une lumière crue sur la réalité de la politique de l'impérialisme américain.

Depuis dix ans, l'État US met tout en œuvre pour punir ceux qui ont contribué à dévoiler ses mensonges et ses agissements. Les documents publiés avaient été transmis à Wikileaks par un jeune soldat alors âgé de 25 ans, Bradley Manning, qui avait voulu dénoncer les crimes dont il avait eu connaissance en tant qu'expert informatique de l'armée en Irak. Arrêté, placé en isolement pendant près de trois ans, il a été condamné en 2013 à trente-cinq ans de prison. Il a fallu une campagne d'opinion en sa faveur pour que sa peine soit commuée par Obama, ce qui lui a permis de retrouver la liberté.

Assange, quant à lui, a été contraint de se réfugier à l'ambassade d'Équateur à Londres en 2012 pour éviter l'extradition aux États-Unis alors qu'il était poursuivi pour agressions sexuelles par la justice suédoise, accusations qu'il a toujours

récusées et qui ont finalement été abandonnées. Il y est resté confiné jusqu'à ce que le gouvernement équatorien finisse par le livrer à la police britannique en avril 2019. Conduit à la prison de Belmarsh, vaste complexe non loin de la Tamise souvent décrit comme la version britannique de Guantanamo, Assange est resté pendant plusieurs mois à l'isolement. Malgré la détérioration de son état de santé, il n'a été déplacé dans une aile médicale de l'établissement pénitentiaire qu'après la publication d'une lettre ouverte de soixante médecins dénonçant les conditions de sa détention.

Dans leur acharnement contre le fondateur de Wikileaks, les dirigeants américains comptent sur la complicité des autorités britanniques, comme sur celles de tous leurs alliés occidentaux. Tous partagent le même refus de voir étaler au grand jour la vérité sur les sales méthodes de leurs appareils d'État.

Marc Rémy

États-Unis : **42 ans d'emprisonnement!**

Chuck Africa, un militant noir américain, membre du groupe Move, âgé de 59 ans, a été libéré en ce mois de février, au terme de 42 ans d'emprisonnement.

Le mois dernier, un autre membre de cette organisation familiale, Delbert Africa, 73 ans, avait été lui aussi libéré et avait déclaré : «*Nous avons subi le pire que ce système puisse nous infliger, des décennies d'emprisonnement et la perte d'êtres chers. Mais avec fierté nous sommes toujours là.*»

Entre 2018 et 2019, cinq autres membres du groupe avaient été libérés : Debbie, Eddie, Janet, Janine et Mike.

Move était un groupe politique né en 1972 à Philadelphie, en marge du mouvement noir des années 1960 et 1970. Ses membres vivaient en communauté et se disaient «*non-violents, révolutionnaires, anticapitalistes et pour un retour à la nature.*» Ils avaient adopté un nom de famille commun : Africa.

Dans les années 1970, l'État américain voulait éradiquer les mouvements noirs radicaux avec, en tête, les militants

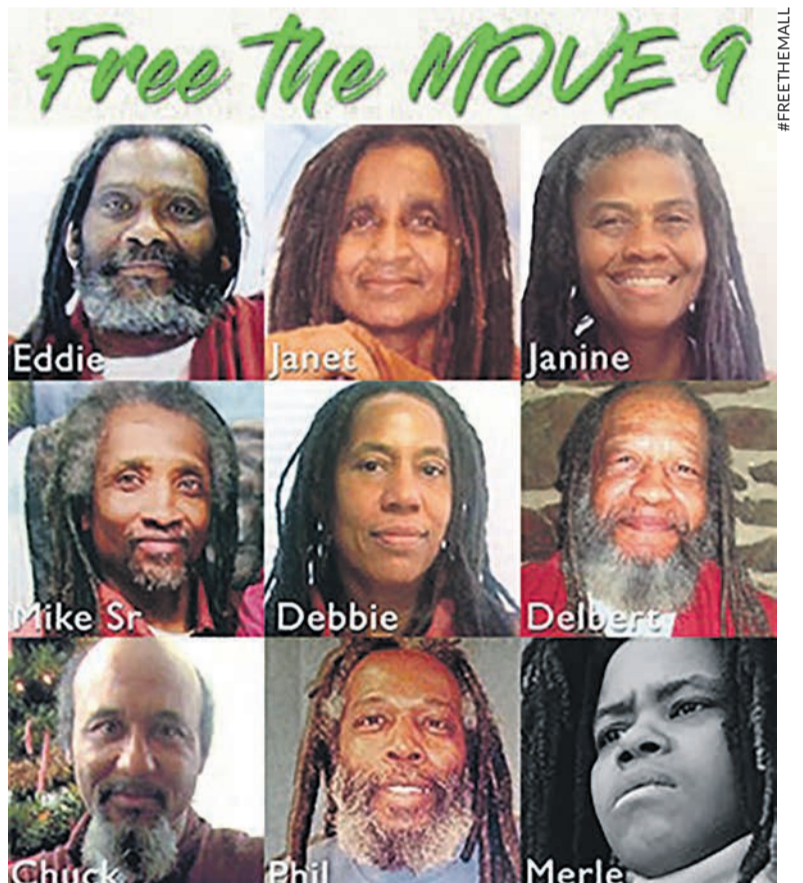
des Black Panthers, dont plusieurs membres ou dirigeants furent assassinés lors de raids policiers contre leurs locaux. En 1978, lors d'une perquisition de la maison de Move par la zélée police de Philadelphie, des affrontements entraînèrent la mort d'un policier et conduisirent en prison neuf membres du groupe, condamnés à des peines allant jusqu'à cent ans...

En 1985, au terme d'un important déploiement de forces, filmé par les télévisions, la police lâcha une bombe depuis un hélicoptère sur leur maison, tuant cinq enfants et six adultes, dont le dirigeant de Move, John Africa. Seuls deux des présents survécurent. La bombe ayant déclenché un incendie, 61 maisons du voisinage furent détruites et 250 personnes se retrouvèrent sans logis. Un tribunal jugea «*inconsciente*» l'action policière et la ville de Philadelphie fut condamnée à payer 1,5 million de dollars aux deux survivants et aux proches des

morts, mais cela n'arrêta pas les poursuites contre les survivants qui croupirent sept ans en prison!

Avant d'être lui aussi incarcéré pour le crime d'un autre, le journaliste militant Mumia Abu-Jamal avait dénoncé la répression contre Move. Car, comme pour Mumia, rien n'a jamais prouvé que les membres de Move étaient responsables de la mort du policier en 1978. Mais pour les autorités de l'époque, retrouver l'auteur de ce meurtre était secondaire. Il s'agissait d'abord et surtout de faire taire une «*une minorité noire qui pense*», quitte à l'incarcérer pour plus de quarante ans

Jacques Fontenoy



Les 9 de Move.

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 206 (mars 2020):

- Irak : cinq mois de révolte
- Les apprentis-sorciers du Brexit
- Chine : les nouvelles routes de la soie
- Les migrants du Honduras
- Lutte ouvrière dans les élections municipales

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,97 euro.



Allemagne : à Hanau, l'extrême droite a tué

Le 19 février, un tueur attaquait successivement deux bars à chicha à Hanau, près de Francfort, faisant dix morts et des blessés, dont un grave. Tous sont des travailleurs d'origine immigrée. De même que l'assassin qui a tué deux passants en octobre dernier à Halle, celui de Hanau a laissé un manifeste raciste, anti-islam, misogyne et complotiste.

Peu auparavant, le 14 février, douze hommes d'extrême droite étaient arrêtés.

Dans leurs textes ils expliquaient préparer des attentats contre des mosquées ou des hommes politiques pour déstabiliser le régime. En juin 2019, un néonazi assassinait un préfet, W. Lübcke, membre de la CDU, le parti de la chancelière, qui s'était exprimé en faveur de la politique d'accueil des migrants et avait ajouté que, si celle-ci déplaisait à des activistes d'extrême droite, ils pouvaient quitter le pays. Sur les réseaux sociaux, les appels au lynchage étaient lancés. Un élu sur cinq déclara aujourd'hui avoir déjà été victime de menaces de l'extrême droite.

Ceux qui dénoncent l'extrême droite tout en la favorisant

La vie publique en Allemagne est ainsi déjà devenue plus violente. Identitaires, hooligans, Pegida et autres groupuscules d'extrême droite, quoique très minoritaires, occupent l'espace. Dans plusieurs villes, de l'Est comme de l'Ouest, ils parquent régulièrement : quelques dizaines d'hommes vêtus de noir, pour se constituer en milice

prétendent que la criminalité augmente, sous-entendu : à cause des migrants. Ils veulent impressionner, faire taire les voix discordantes et prendre symboliquement possession de quartiers.

Les pouvoirs publics, qui depuis des années regardent ailleurs et sous-estiment leur dangerosité, ont changé de ton. Après des fouilles dans les milieux d'extrême droite de plusieurs régions, le ministre de l'Intérieur Seehofer (droite, CSU) a expliqué que de grandes quantités d'explosifs et de grenades, ainsi que des armes automatiques avaient été saisies. Lui, dont les prises de position ressemblent souvent à celles de l'AfD, parle d'une menace d'extrême droite « très élevée ».

Après Hanau le 19 février, comme après l'attentat de Halle, tous les partis font le lien avec le climat délétère entretenu par l'AfD. Un secrétaire d'État, le social-démocrate M. Roth, twittait : « L'AfD est la bras politique du terrorisme d'extrême droite ». Tous se lamentent et disent sur le ton du « plus jamais ça » qu'ils vont agir, alors qu'ils savent bien que de tels attentats d'extrême droite restent non



Hanau, le 22 février, "Le fascisme et le racisme tuent partout".

seulement possibles, mais inscrits dans la situation.

D'autre part, ils sont bien placés pour savoir que c'est leur politique qui engendre la misère et aggrave l'injustice, fléaux dont découlent la misère morale ou le désespoir sur lesquels prospère l'extrême droite. Il est significatif que le codirigeant de l'AfD Meuthen se soit réjoui récemment de l'annonce de l'aggravation de la crise économique en Allemagne : il pronostiquait avec cynisme que, dans son sillage, elle offrirait de beaux succès à son parti.

Droite et extrême droite

Dans le climat de quasi-union nationale qui suit l'attentat, l'AfD détonne évidemment. Toujours à l'attaque, Meuthen écrit : « Ce n'est ni du terrorisme de droite ni du terrorisme de gauche. C'est l'acte délirant d'un fou. Toute forme d'instrumentalisation politique de cet acte horrible est une

ineptie cynique. »

Mais ce qui paraît fou, c'est d'oser évoquer ici un terrorisme de gauche. L'AfD est aidée en cela par les autres partis, qui prennent volontairement soin d'évoquer toujours « les extrêmes » au pluriel, ce qui vise à rejeter dos à dos fascistes et militants de gauche qui luttent avec leurs idées.

La CDU elle-même alimente ce genre d'amalgames, en campant sur sa ligne du ni-ni : pas d'alliance, ni avec l'AfD, ni avec le parti dit de gauche radicale Die Linke.

En poussant les hauts cris contre l'AfD, la CDU veut aussi faire oublier son rôle peu glorieux dans l'élection du ministre-président de Thuringe, le 5 février. En novembre 2019, au lendemain des élections dans ce Land, dix-sept responsables régionaux de la CDU s'étaient prononcés, malgré l'interdit, pour l'ouverture de pourparlers avec

l'AfD. C'est ce qui a abouti au récent scandale : l'AfD a présenté son candidat à la présidence, mais ses députés ne lui ont pas donné une seule voix, votant unanimement pour le candidat du petit parti FDP. Celui-ci, fort de cinq députés seulement, avait du coup été élu ministre-président avec les voix de l'AfD, de la CDU et du FDP réunis, battant d'une seule voix le candidat de Die Linke. Dans les jours suivants, il était devenu clair que ce coup politique avait l'assentiment des responsables régionaux de la CDU, dont les discours actuels de fermeté contre l'AfD sont donc bien peu crédibles.

Les activistes d'extrême droite ont beau n'être que de petites minorités, ils marquent déjà l'ambiance, et laissent imaginer combien ils pourraient la pourrir s'ils devenaient plus forts, notamment avec l'aggravation de la crise.

Alice Morgen

Inde : tout pour la galerie, rien pour les habitants

Trump n'a fait qu'une visite éclair en Inde, puisqu'il ne lui a fallu que 36 heures pour inaugurer un stade de cricket et faire un saut jusqu'au Taj Mahal. Mais, pour bref qu'ait été le déplacement diplomatique de Trump, son hôte, le président indien Narendra Modi, avait quand même fait les choses en grand.

Pour la visite au Taj Mahal, 14000 m³ d'eau ont été déversés dans la rivière longeant le bâtiment, dans le but d'empêcher les mauvaises odeurs d'atteindre les narines de Trump, et les singes ont été chassés du lieu, sans doute pour éviter qu'ils ne le décoiffent.

Pour se rendre au stade situé dans la ville d'Ahmedabad, la route longeait un bidonville dans lequel 2000 personnes vivent

depuis des décennies dans une extrême pauvreté, sans que rien n'ait jamais été fait pour elles, ni apport d'eau courante ni électricité, sans parler de l'insalubrité qui domine. Pour ne pas donner une mauvaise image de l'Inde au président américain, un mur de 600 mètres de long et de 1,20 mètre de haut a été construit en toute hâte dix jours avant le passage de Trump, et des bambous ont été plantés pour masquer

ce qui aurait pu être aperçu depuis la voiture présidentielle. Les chiens et les chats errants avaient été chassés, les bords des trottoirs peints, de gigantesques figures des deux présidents installées sur un rond-point, etc.

« La misère dans laquelle on vit, Trump de la verra pas, Modi nous cache derrière ça », constatait un habitant en colère, et deux fillettes n'avaient pas attendu d'être adultes pour comprendre la situation, disant : « Notre Premier ministre n'aime pas notre pauvreté. »

La construction de ce mur et le déplacement de ces pantins à Ahmedabad ont coûté 14,5 millions d'euros



pour trois heures de présence, soit 80000 euros par minute. Mais il n'y aura jamais une roupie dépensée

pour que les habitants du bidonville puissent vivre dans des conditions dignes.

Marianne Lamiral

Blanquer : paroles, paroles...

Le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer prétend que le gouvernement fait un effort pour augmenter le salaire des enseignants.

Sur BFM le 24 février, le ministre a répété qu'il y aurait une revalorisation à raison de 500 millions d'euros par an. Une loi de programmation destinée à revaloriser le salaire des enseignants serait prévue, mais il faudra attendre le mois de juin pour qu'elle voie – peut-être – le jour, autant dire que d'ici là ces promesses auront le temps de finir aux oubliettes.

Cela ne concernerait de toute façon que les nouvelles recrues. « Dès 2021, un professeur débutant gagnera 100 euros net de plus par mois », a assuré le ministre. Selon la CGT éducation, une des pistes envisagées par le gouvernement serait d'augmenter les enseignants en début de carrière – seuls 14% des enseignants seraient alors

concernés – en baissant la rémunération annuelle des autres. Déshabiller Pierre pour habiller Paul est une pratique habituelle de Blanquer.

Quant aux surveillants, à tous ceux qui travaillent dans l'administration, à toutes celles et tous ceux qui, de manière générale, font fonctionner un établissement scolaire, il n'est même pas question d'envisager une quelconque augmentation de salaire. Rappelons que le point d'indice est gelé depuis longtemps pour tous les fonctionnaires. Comme dans le secteur privé, les travailleurs voient leur pouvoir d'achat baisser d'année en année.

Le ministre avait fait ces annonces pour tenter de calmer la colère des enseignants alors très mobilisés



contre une réforme des retraites qui fera chuter considérablement leurs pensions si elle est appliquée. Il s'agissait en même temps de faire croire à

l'ensemble des salariés que les enseignants allaient y gagner quelque chose, une des multiples tentatives du gouvernement pour diviser les travailleurs en grève au

plus fort du mouvement.

Force est de constater que ce gouvernement, de plus en plus haï par tous, n'a pas réussi à convaincre.

Aline Rétesse

Secteur ferroviaire : feu vert pour le grand capital

La marche vers la privatisation et la mise en concurrence du transport ferroviaire s'accélère.

Les grandes gares, transformées une à une en gigantesques galeries marchandes, sont, de fait, privatisées, sous forme de concessions de plusieurs dizaines d'années à des géants de l'immobilier commercial, comme Klépierre à la gare Saint-Lazare ou Cogedim à Montparnasse et Austerlitz. La gare du Nord à Paris, est tombée, quant à elle, pour 46 ans dans l'escarcelle du groupe Auchan qui contrôle les deux-tiers de la société d'économie mixte créée avec la SNCF pour l'occasion.

Comme un symbole, la nouvelle directrice de SNCF Gares et connexion, Marlène Dolveck était précédemment chargée des grandes fortunes au sein de la banque HSBC. Cela tombe bien: son rôle est justement de faire

passer le patrimoine ferroviaire dans celui des milliardaires. En revanche, pour les petites gares de banlieue ou le long des lignes régionales, indispensables aux usagers mais pas au commerce, c'est la fermeture qui est à l'ordre du jour.

La privatisation du transport régional est aussi enclenchée. Depuis décembre 2019, les régions peuvent passer des appels d'offre afin de mettre la SNCF en concurrence dès l'expiration des conventions. Ce sera partout obligatoire en 2023. Déjà, Renaud Muselier, qui préside la région PACA, a lancé un appel d'offre sur une durée de dix ans pour l'exploitation du Marseille-Toulon-Nice à partir de 2022, et autour de Nice à partir de 2024. D'autres présidents de

région, dans le Grand-Est, les Hauts-de-France et les Pays de la Loire, annoncent vouloir aussi organiser leur braderie des transports. C'est toujours l'occasion, pour ces politiciens de droite, de déverser leur haine des cheminots et des grèves en se posant en champions d'une ouverture à la concurrence... largement préparée par Hollande. La palme revient à Valérie Pécresse en Ile de France, qui, outre un dispositif anti-grève, veut accélérer le mouvement et a annoncé que les trains de banlieue seront ouverts à la concurrence dans trois ans, suivis des bus RATP en 2024 et des métros et RER avant 2030, soit dix ans avant la date prévue initialement.

Les trois-quarts des lignes Intercités ont déjà été reléguées aux régions, ces dernières années, alors que le matériel roulant (les vieux

Corail), était hors d'âge et à bout de souffle. L'État s'apprête à offrir au privé les lignes restantes. Il vient de publier l'appel d'offres pour l'exploitation de deux lignes Nantes-Bordeaux et Nantes-Lyon, pour dix ans à partir de 2022. L'entretien de leurs rames pourrait être effectué comme aujourd'hui dans le technicentre SNCF de Nantes ou bien être lui aussi privatisé.

Enfin, la grande vitesse sera aussi ouverte à la concurrence à partir de décembre 2020, du moins sur les tronçons les plus rentables.

Derrière cette grande foire à la privatisation et à l'éclatement des opérateurs ferroviaires, il y a d'abord le désengagement de l'État. Un tiers du réseau ferroviaire, en particulier celui des petites lignes est vétuste, faute d'entretien depuis plusieurs décennies. En 2018, Spinetta, auteur d'un rapport donnant les grandes lignes de la réforme ferroviaire, préconisait purement et simplement leur abandon. Devant l'hostilité des populations concernées et des cheminots, le gouvernement a temporisé. Il maintiendrait l'entretien, financé par SNCF Réseau, de certaines lignes. D'autres seraient cofinancées par l'État et les régions. Mais l'État se désengagerait totalement des lignes restantes. Les régions auront le choix entre leur fermeture

et l'augmentation des impôts locaux pour assurer leur entretien et leur exploitation.

Il y a ensuite, la perspective de profits pour les groupes français ou étrangers qui feraient main basse sur les morceaux rentables du transport public avec des conséquences qui seront funestes pour la collectivité.

L'éclatement et l'atomisation programmés des cheminots dans de multiples sociétés, concurrentes ou sous-traitantes en cascade est une absurdité dans un secteur où la sécurité des circulations et des passagers repose au contraire sur la centralisation des informations et la collaboration entre les travailleurs du rail. À des emplois utiles et qualifiés succèdent de plus en plus des bataillons de financiers, de juristes, de managers ignares en matière de transport, mais spécialisés dans la guerre commerciale et les suppressions d'emplois.

Les cheminots et les usagers des transports sont les victimes directes de ce gâchis matériel et humain, déjà largement en cours et dont le seul but est d'alimenter toujours un peu plus la manne à profit. Dans ce domaine des transports comme dans les autres, il est urgent de retirer la direction de la société à la classe capitaliste et à ses hommes de main.

Christian Bernac



BLANDINE BAUDIER

Nestlé - Itancourt : grève contre les licenciements

Le groupe Nestlé a annoncé que son usine d'Itancourt, dans l'Aisne, qui emploie 158 salariés, fermera d'ici la fin de l'année 2020. Les travailleurs ont décidé le 20 février de se mettre en grève.

Ce jour-là, les négociations devaient définir le plan de discussion pour la fermeture du site. Mais les travailleurs ont continué la grève le lendemain, bien décidés à ne pas faire tourner l'entreprise après cette annonce

comme si de rien n'était.

La direction d'Itancourt, furieuse de la reconduction, a déclaré aux salariés que cette grève les desservirait. Ceux-ci ont répondu qu'ils n'ont rien à perdre, puisque Nestlé ferme le site.

Pour l'instant, le groupe ne lâche pas grand-chose. Il propose des reclassements dont la grande majorité sont « potentiels » et parfois sur des sites qui semblent eux aussi menacés à court terme, ainsi que des primes de déménagement très faibles... Rien n'est prévu pour les intérimaires, les CDD. Le personnel de cantine dépendant de la société

Eurest est traité sans ménagement, dans un total désintérêt de sa direction.

Réunis en assemblée générale, les travailleurs ont exprimé leur refus de cette fermeture dont le seul but est d'accroître les dividendes des actionnaires. Ils se préparent pour les étapes suivantes afin de faire payer Nestlé le plus possible.

Correspondant LO



Bulletins Lutte ouvrière

Patrons assistés à coups de millions

Il paraît que la direction s'apprête à présenter une nouvelle silhouette du nouveau modèle dans les salons de l'automobile. Ça, c'est au conditionnel.

Par contre, ce qui est sûr, c'est que la direction est déjà allée mendier 2 millions d'euros de subventions à l'État.

Alors que Toyota a déjà annoncé plus de 16 milliards d'euros de bénéfice en 9 mois seulement, à quoi vont servir ces 2 millions d'argent public, si ce n'est à augmenter un peu plus encore la fortune des actionnaires du groupe ?

Toyota-Onnaing

Sacro-sainte-sécurité

Dimanche 16 février, des tôles de toiture se sont envolées à cause de la tempête. Les dégâts n'ont été réparés que lundi alors que dimanche nous étions nombreux à travailler.

L'usine tourne à fond, l'équipe de maintenance des bâtiments est réduite à presque rien... et ils nous saoulent avec nos responsabilités sur la sécurité!

PSA-La Janais

Comme il y a 7 ans!

Le gouvernement veut fermer les urgences de Wattrelos à 20 heures au lieu de minuit, c'est-à-dire pile poil aux heures où il y a déjà trop de boulot à Tourcoing, à Roubaix et à Lille.

La seule santé qui les intéresse, c'est celle des comptes en banque du CAC 40.

Si on veut sauver les Urgences comme il y a 7 ans, il faut se mobiliser comme il y a 7 ans!

CH Tourcoing

Faut un chef talus

Parfois pour faire tenir un talus, on plante des arbustes, des arbres, comptant sur le système racinaire pour retenir la terre dans des zones en pente.

Pour la direction SNCF, sur la ligne Versailles, cela a été l'idée inverse : on rase les arbres!.. la suite on la connaît!

La direction qui annonçait un retour à la normale quelques jours après l'éboulement, en est à repousser, repousser la date... pas à faire repousser des plantations.

SNCF-Saint-Lazare

Faurecia - Beaulieu Mandeuire : inondation d'argent public, assèchement des emplois

L'an dernier, la direction de Faurecia annonçait sa décision de quitter le site de Mandeuire qui produit des pots d'échappement pour PSA, un site trop exposé aux inondations du Doubs.

Elle avait besoin de relocaliser cette usine sur un nouveau site, dans le Pays de Montbéliard, dans le but aussi de trouver « des pistes de croissance. »

Le gouvernement comme les collectivités locales arrosent de millions de subventions les équipementiers de l'automobile comme Faurecia. Il s'agit prétendument de soutenir

l'innovation dans les énergies dites propres. C'est très naturellement que Faurecia trouve un fleuve de financements publics pour la construction d'une nouvelle usine. La SEM-PIE, émanation de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA), lui rachèterait pour 2 millions l'ancien site abandonné de Mandeuire. Ce n'est pas moins de 35 millions que

l'État, la Région, PMA, etc. mettent sur la table pour le terrain, les voies d'accès, la construction de bâtiments sur le site de Technoland Etupes.

Quant aux 300 ouvriers qui viendront y produire, quelle garantie ont-ils que Faurecia ne continuera pas à supprimer des emplois? Bien sûr, ils n'en ont aucune, et c'est bien ce qu'ils craignent.

Mais ce n'est pas cela qui peut contrarier le sénateur socialiste, enthousiaste à

l'idée de voir pousser une « usine du futur, propre, verte ... ». Et en réponse aux rares élus qui dénoncent cette opération prometteuse de bons profits pour Faurecia, et qui n'est pas la première, le président LR de PMA, lui, fait semblant de s'énerver. Pour lui, « on ne donne pas d'argent aux entreprises, on les aide à s'installer. » On les aide même à piller les caisses publiques sans contrôle.

Correspondant LO

Alstom-Bombardier : Monopoly grandeur nature

Le groupe Alstom a annoncé le rachat de la division ferroviaire du canadien Bombardier, pour un prix compris entre 5,8 et 6,2 milliards de dollars. Ce rachat permettrait de créer un géant mondial, qui pourrait concurrencer la société chinoise CRRC, numéro 1 du secteur. L'opération doit encore être approuvée par l'autorité européenne de la concurrence qui, en février 2019, avait rejeté le mariage d'Alstom avec Siemens.

Le PDG d'Alstom a déclaré que l'emploi n'était pas

menacé. Mais il n'y a aucune raison de le croire, car les rachats de ce type ont toujours été suivis de compressions de personnel, voire de fermeture d'usine au nom de la recherche d'économies. Pour se racheter les uns les autres, les capitalistes trouvent des milliards. Les travailleurs des deux groupes pourront utiliser leur nombre pour faire respecter leurs intérêts et imposer que leur patron trouve les moyens de maintenir les emplois!

Marc Rémy



Nouvelle parution

Le Grand Flot de Daniel Hénard - (Éditions Les Bons Caractères)

La révolution de février 1848 et les débuts de la II^e République, l'insurrection ouvrière de juin 1848 et sa répression, le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte de décembre 1851, forment la toile de fond de ce roman historique.

Le fil conducteur est la dure vie de Juste Bourdon, un ouvrier combattif de

Clamecy dans la Nièvre, floteur de bois qui, avec ses compagnons, achemine par millions les troncs des forêts du Morvan jusqu'à Paris.

Ces floteurs à la vie périlleuse souffrent de leur condition d'exploités, soumis à l'arbitraire du règlement des compagnies. L'instauration de la République, après le

soulèvement populaire de février 1848, fait naître en eux l'espoir d'une vie meilleure. Mais déceptions et désillusions suivent et, avec le coup d'État de 1851, ils se heurtent à la force des nantis et à une répression impitoyable.

Mais leur lutte ouvre la porte, dans le monde ouvrier, aux idées d'émancipation sociale.



260 pages, 15 euros. En vente dans les bonnes librairies et sur le site www.lesbonscaracteres.com

RATP : la direction s'en prend aux grévistes

Ce sont cinq grévistes que la direction de la RATP traduit devant le conseil de discipline pour faute lourde, pouvant donc entraîner le licenciement ou des sanctions comme par exemple deux mois de mise à pied sans salaire !

La direction invoque leur participation à des actions de blocage de la sortie des bus, et pour certains d'entre eux les accuse d'avoir proféré des insultes, dont certaines homophobes (en fait les paroles de la chanson d'un rappeur passant sur la sono). Dans les procédures, la direction s'appuie parfois sur des constats d'huissiers qu'elle a payés.

Alors qu'il n'y a eu aucune dégradation ou casse durant toute la grève, la direction menace l'emploi et les ressources de ces travailleurs et donc aussi leur famille. Tous sont militants à la CGT, quatre au dépôt de Vitry, un au dépôt de Flandres. Un conducteur de métro du syndicat La Base a, lui, déjà été sanctionné de cinq jours de mise à pied pour une simple interview faite durant son travail.

Au dépôt de Vitry, la tension était montée suite à la tentative de suicide de l'un des salariés convoqués, sur le lieu de travail. La direction s'en moque et poursuit la procédure. Derrière l'esprit de vengeance des directeurs de dépôt confrontés à une grève forte et longue ayant fait baisser les résultats, il y a le choix de la direction de la RATP. Elle se montre l'alliée ouverte du gouvernement, et du patronat en général, pour démolir les travailleurs et leurs droits.

Il y a eu durant la grève des rassemblements devant les dépôts de bus, à l'initiative de manifestants venant soutenir les grévistes, et la RATP a fait le choix systématique de l'usage de la force policière, à l'aide de charges de CRS et de gaz lacrymogènes, de coups de



QUENTIN LAMBERT LP

matraque sur les grévistes et leurs soutiens. Pour les directeurs de la RATP, taper sur les travailleurs est juste normal. Et dans le tableau répressif on peut ajouter les complications du serveur informatique et téléphonique pour se déclarer en grève avant le délai de 48 heures. Et le climat d'intimidation qui fait que les embauchés qui ont une période d'essai d'un an n'osent pas faire grève.

Tout cela n'a pas arrêté

la volonté de se battre, au contraire. La lutte opposant les travailleurs et la classe patronale n'en a été que plus évidente. Comme les grévistes l'ont maintes fois dit dans les assemblées générales, ils ne veulent laisser aucun de leurs camarades seul face à la direction. Ils se

sont battus ensemble et ils continueront, en grève et en manifestation, à se battre contre ces procédures disciplinaires par lesquelles la direction voudrait leur porter des coups en espérant les soumettre. En quoi elle se trompe lourdement.

Correspondant LO

Pour soutenir les trois premiers grévistes convoqués :

Rassemblement les 5 et 6 mars à partir de midi, place Lachambaudie, à Paris 12^e

Roissy aéroport : grève au ménage

Depuis le 17 février, à l'aéroport de Roissy, une quarantaine de salariés de l'entreprise de nettoyage Ginn's (Groupe 3S) sont en grève. Ces anciens salariés de TFN sont affectés au terminal 4.

« On s'est réveillé », disent-ils. Il y a un mois, ils avaient déposé leurs revendications, menaçant de faire grève s'ils n'avaient pas de réponse. La direction n'ayant pas cru bon d'en donner une, ils sont en grève. « Et on en est fier », disent-ils. Ils veulent un 13^e mois, une prime de vacances de 50% du salaire, le passage des temps partiels en temps pleins et la régularisation des contrats. Ils n'ont ni prime de panier ni

indemnités kilométriques.

Aussitôt la grève déclenchée, la direction a fait appel à des intérimaires, ce qui est illégal et a été dénoncé. À la première négociation, elle a proposé une prime de panier plus de trois fois inférieure à celle de l'entreprise de nettoyage GSF. Il n'était pas question pour les grévistes de se contenter de miettes.

Aéroport de Paris est le principal donneur d'ordres de ces sous-traitants. Il

serait plus simple d'avoir une seule entreprise de ménage à l'aéroport de Roissy, avec du personnel embauché directement par ADP. Des centaines de salariés pourraient avoir le même contrat, les mêmes salaires, les mêmes primes. À l'inverse, ADP sous-traite et saucissonne toutes ces entreprises, qui se partagent les marchés du ménage. Elles renégocient les contrats tous les trois ou quatre ans, tirant les prix toujours plus bas, aux dépens des salariés. Les compagnies aériennes telles que Air France ou American Airlines ont d'ailleurs aussi leurs sous-traitants. Tous négocient les tarifs à la baisse à chaque appel d'offres : bagagistes, sûreté, agents d'accueil, la quasi-totalité des métiers de l'aéroport sont ainsi sous-traités.

Face à cette situation, le personnel de ménage de Ginn's a ainsi répondu par la grève, une première dans l'équipe. C'est visiblement la voie à suivre puisqu'ils ont obtenu une augmentation de la prime panier à 5 euros, un accord d'intéressement avec minimum de 300 euros et la transformation de deux temps partiels en temps plein.

Correspondant LO

Composite Industrie Bondoufle : une grève qui en appelle d'autres

Lundi 17 février, dès avant 6 heures, un piquet de grève se mettait en place dans la zone industrielle de Bondoufle, en banlieue d'Évry dans l'Essonne.

Cette grève pour les salaires était organisée par deux des trois syndicats de l'entreprise Composite Industrie, suite aux négociations annuelles qui n'accordaient que des clopinettes aux yeux de la majorité des salariés.

C'est la première fois, depuis l'existence de cette entreprise de près de 600 salariés (mais seulement 300 CDI !), que se produit une telle grève. La nouveauté, c'est que les travailleurs ont été poussés à bout.

L'entreprise familiale, fabricant de pièces en matériaux composites pour l'aéronautique essentiellement, a été rachetée en 2016 par le groupe Hutchinson, filiale de Total. Il y avait de quoi espérer, pour les salariés, sortir du régime de salaires très bas, malgré une technicité et des qualifications qui ont justifié le rachat par ce fleuron du CAC 40.

Pour la première fois également, les militants avaient organisé la semaine

précédente des assemblées du personnel, dans chaque bâtiment, qui à la grande surprise de la direction ont permis l'expression de ce mécontentement. Se mettre en grève vraiment n'a pourtant pas été facile. La dispersion des bâtiments dans la zone industrielle a favorisé les pressions, comme par exemple la présence exceptionnelle du directeur de fabrication à une entrée, flanqué d'un responsable du troisième syndicat, non gréviste, qui serrait les mains une par une en invitant à venir prendre une viennoiserie servie à l'atelier.

Même si, pour cette première journée de grève, les participants ne se sont pas retrouvés aussi nombreux qu'espéré, la détermination et l'ambiance parmi les grévistes n'ont pas fléchi de la journée. La fierté d'avoir initié cette journée et les nombreuses discussions ont permis d'envisager une suite.

Correspondant LO



CFDT

Hôpitaux psychiatriques : mort d'une infirmière, mépris d'une ministre

Élodie, une infirmière de l'unité psychiatrique de Thouars du centre hospitalier Nord-Deux-Sèvres a été poignardée le 13 février par un patient.

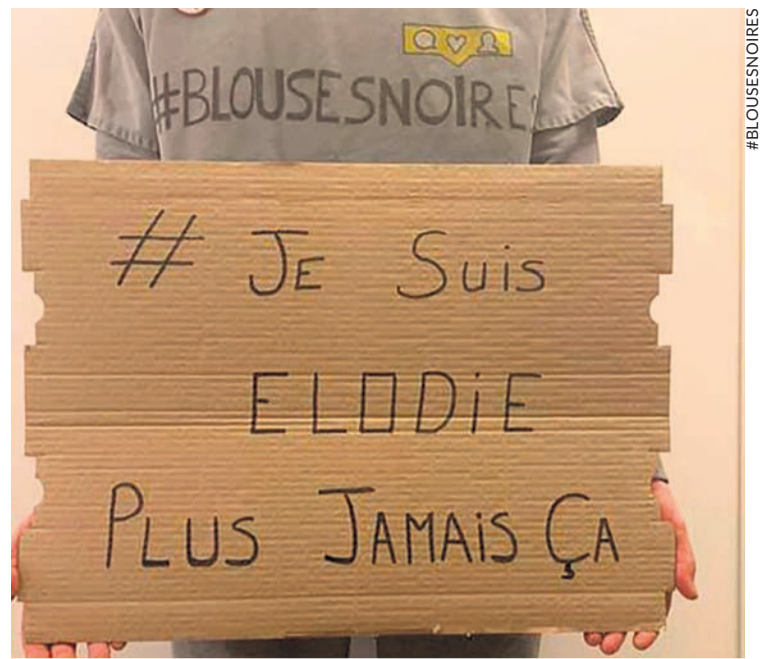
Le décès de cette jeune mère de famille a soulevé l'émotion dans bon nombre de services hospitaliers du pays, où des soignants se sont réunis pour lui rendre hommage. Au sentiment de tristesse s'est ajoutée la colère lorsqu'il s'est avéré qu'Agnès Buzyn, qui était encore ministre de la Santé au moment du drame, n'a même pas daigné se déplacer dans les Deux-Sèvres, se montrant plus préoccupée par les ennuis électoraux du parti de Macron à Paris

que par les conditions de travail dans les hôpitaux. Il est certain que, pour les gouvernants, la mort d'une infirmière sur son lieu de travail, comme celle de n'importe quel travailleur, a beaucoup moins d'importance que celle par exemple d'un militaire ou d'un policier, dont la mort peut fournir l'occasion de déclarations sécuritaires.

La situation des hôpitaux s'est fortement dégradée ces dernières années, particulièrement en psychiatrie

hospitalière, où c'est en général moins visible du public. De nombreux mouvements ont eu lieu et agitent encore actuellement les hôpitaux publics, qui sont sous-financés. Les travailleurs des hôpitaux psychiatriques du Rouvray, près de Rouen, et de Pinel à Amiens ont mené de longues luttes qui leur ont permis d'arracher localement quelques postes de soignants.

La pénurie de personnel est générale, engendrée par l'étranglement financier progressif des établissements hospitaliers. Ce sacage est organisé de longue date par des gouvernements



#BLOUSESNOIRES

qui préfèrent diriger des milliards d'argent public vers les cadeaux aux grandes entreprises, plutôt que vers le financement de services indispensables à la population.

Ce drame vient rappeler que les solutions à l'aggravation des conditions de

travail, que le mouvement des Urgences puis de l'ensemble des services hospitaliers a combattu ces derniers mois, ne viendront pas des ministres de la Santé successifs. Elles ne pourront être imposées que par la mobilisation du personnel.

Lucien Déroit

Hôpital de Laon : la santé au détriment de la santé

Sur le site de l'hôpital de Laon, dans l'Aisne, les dernières tempêtes ont emporté des débris du toit, fortement amianté, d'un bâtiment ancien.

La direction de l'hôpital tente d'expliquer que la présence d'amiante est recensée dans tout l'établissement, mais que « tant que ça ne s'effrite pas, il n'y a aucun risque. » Mais justement, dans ce bâtiment où il y aurait la plus forte présence

d'amiante, la toiture était déjà éventrée depuis des mois, les plaques de ciment amianté qui la constituent étaient à l'air libre et des débris pouvaient facilement s'envoler. La tempête n'a fait qu'accélérer les choses, emportant des morceaux qui

jonchent le sol, au pied du bâtiment.

« Nous attendions d'avoir les fonds pour traiter cette toiture, mais l'argent ne venait pas », reconnaît le directeur. Faire démonter et évacuer les plaques en amiante de ce bâtiment par une entreprise spécialisée ne serait pas à la portée du budget de l'hôpital, trop endetté. Mais pourquoi n'y a-t-il pas

d'autres crédits que ce budget, déjà très insuffisant ? Pourquoi faudrait-il choisir entre soigner les habitants des environs, et les empêcher d'être contaminés par le poison de l'amiante ?

Les travaux sont désormais prévus. Mais le fait de laisser ce bâtiment à l'abandon depuis des mois a fait prendre des risques importants au personnel,

dont le parking est à côté du bâtiment, aux élèves de plusieurs établissements scolaires situés à proximité, à la population du quartier et aux usagers de l'hôpital. Ne pouvoir assurer le fonctionnement d'un établissement de santé qu'avec des risques pour la santé de tous, c'est au comble de l'absurdité.

Correspondant LO

Ce n'est pas moi, c'est les autres

L'ex-ministre de la Santé, Agnès Buzyn, candidate en urgence à Paris, a déclaré que la crise des hôpitaux parisiens est due à ce que la mairie n'attribue pas de logements aux infirmières et aides-soignantes. À l'entendre, ni elle ni son gouvernement n'y seraient pour rien.

C'est un bobard que

dénoncent les salariés des hôpitaux et la Confédération nationale du logement. D'ailleurs, la situation des hôpitaux est la même dans tout le pays, pas seulement à Paris.

Qu'elle soit au gouvernement ou candidate à la mairie, Buzyn utilise la même potion magique : le baratin.

Internes à dormir debout

Le nouveau ministre de la Santé inaugure ses fonctions en critiquant l'ancien système. « Ce n'est responsable ni pour leur santé, ni pour celle de leurs patients, que vous ayez des internes

qui fassent 24 heures de garde à l'hôpital », dit-il. Il ajoute : « Plus de vingt ans après son obligation, le repos de sécurité après une garde n'est toujours pas respecté. » Il est évident que des soignants

qui tombent de sommeil, ce n'est bon ni pour eux ni pour les malades. Ça fait des dizaines d'années que ça dure. Qu'ont donc fait les ministres de la Santé... y compris Agnès Buzyn ?

Anticancéreux : des médicaments toxiques... pour le système de santé

Les laboratoires Bristol-Myers-Squibb (BMS) et Merck ont lancé des médicaments anticancéreux, Opdivo et Keutruda, dont un an de traitement s'élève à 150 000 dollars.

Le record a été battu par le laboratoire Novartis avec le Kymriah, pour lequel il a obtenu un prix de 475 000 dollars par traitement. Les laboratoires avancent que ces médicaments ouvrent de nouvelles possibilités pour mieux traiter les malades, en permettant de développer leurs propres défenses immunitaires. Mais le créneau paraît tellement lucratif que

d'autres molécules – près de 600 – sont en cours de développement et de commercialisation.

Conscient que ces prix pharamineux peuvent choquer, Novartis a proposé de ne pas facturer le traitement en cas d'échec. En attendant, dans tous les pays, y compris les plus riches comme la France, les prix de ces médicaments anticancéreux deviennent tellement élevés

que c'est l'accès aux soins pour tous qui est remis en cause. Le professeur Chabannon, de Marseille, l'a expliqué : « On nous demande de faire des économies, mais tout ce que l'on peut faire est dérisoire face à de tels montants... À ce niveau-là, la toxicité pour les systèmes de santé devient aiguë. »

Et ce sera vrai tant que les laboratoires ne seront pas expropriés et les médicaments produits pour le bien des patients, et pas pour le sacro-saint profit capitaliste.

Cédric Duval



Airbus : 3,6 milliards perdus, mais les profits restent

Airbus va payer un total de 3,6 milliards d'euros d'amendes auprès de trois organismes – le Parquet national financier français, le Serious Fraud Office britannique et le ministère américain de la Justice – pour échapper à des poursuites et enquêtes sur des faits de corruption.

En effet, pendant des années, Airbus a eu à de multiples reprises recours à des pratiques frauduleuses pour placer des avions un peu partout. L'Agence française anticorruption pointe des campagnes de ventes d'avions entre 2004 et 2016, en Chine, en Corée du Sud, en Russie, en Colombie, au Népal, à Taiwan et aux Émirats, où Airbus a procédé

ainsi. Mais cette liste n'est certainement pas complète. Ce sont des versements à des intermédiaires qui sont visés, ou directement à des dirigeants de compagnies aériennes, à des ministres et chefs d'administration. Airbus aidait généreusement ces responsables à faire leur choix.

Quelques moyens de corruption ont été cités : des

sommes d'argent rondelles versées dans des paradis fiscaux, des cadeaux luxueux, des voyages composés principalement ou exclusivement de loisirs, tous frais payés, des contrats d'engagement fictifs... Rien de très original, même si on ne nous dit pas tout.

Airbus n'est pas la seule société dans le collimateur des autorités américaines, habituées à mettre en accusation les grandes sociétés européennes. Avant elle, Société générale, Technip et Alstom, entre autres, ont dû verser des centaines de millions pour qu'on les laisse



tranquilles. Les autorités américaines veulent avoir un droit de regard sur toutes les transactions commerciales, et ce n'est pas seulement par souci de la morale. L'utilisation du dollar, la vente d'un seul composant américain, l'existence d'une entité juridique basée aux USA leur suffisent pour s'octroyer des pouvoirs de rétorsion, en particulier celui d'imposer des amendes ou celui d'interdire de participer aux appels d'offres aux États-Unis. Cela s'appelle la loi du plus fort, et elle sert à contrer les concurrents des groupes américains.

Mais, au fond, corruption et lutte anticorruption font partie des règles du jeu de la concurrence, qui n'est loyale que dans les discours officiels. Une entreprise comme Airbus le sait évidemment et, comme tous les fraudeurs, pèse les avantages et les inconvénients. Visiblement, la sanction ne

lui fait pas trop de peine. Certains la qualifient même de « pas si mauvaise affaire ». Airbus s'y était préparé, la somme précise avait été provisionnée, des gages de bonne volonté avaient été donnés, en remplaçant une bonne partie de la direction, présentée comme responsable directe des faits de corruption.

Entre les déboires de Boeing évités et le soulagement de n'être pas traînés devant les tribunaux, les actionnaires d'Airbus peuvent dormir tranquilles. Les 3,6 milliards d'euros sont simplement à classer au compte profits et pertes, qu'une augmentation de l'exploitation dans ses usines permettra de combler aux dépens des travailleurs. Ainsi, le 19 février, la direction d'Airbus a annoncé un total de 2 300 suppressions d'emplois, dont 400 en France.

Bertrand Gordes

Les réactions en Espagne

En Espagne où les dirigeants d'Airbus veulent supprimer 630 emplois, le mécontentement est réel parmi les travailleurs. Le plan comporte une répartition proportionnelle des licenciements selon l'effectif des établissements.

En Andalousie, où Airbus Defense and Space compte 3 059 travailleurs (sur les 8 000 salariés du groupe dans toute l'Espagne) le groupe veut se débarrasser d'environ 250 d'entre eux. À San Pablo (Séville), où 1 780 travailleurs

travaillent sur les lignes d'assemblage de l'A400M et du C295, cela en concernerait 140. À Tablada, sur 823 travailleurs en tout, 70 seraient concernés. À Puerto de Santa Maria, ils seraient 40. À tous ceux-là il faudrait ajouter des milliers de suppressions d'emplois chez les sous-traitants.

Beaucoup pensent qu'il s'agit d'une stratégie d'Airbus pour négocier avec les syndicats 630 préretraites et départs volontaires, au lieu de licenciements. Mais c'est un piège car, si

les travailleurs d'Airbus obtiennent de moins mauvaises conditions, ce sont ceux des sous-traitants qui paieront.

Face à cette attaque, des mobilisations ont commencé. Ainsi à Getafe, près de Madrid, des salariés d'autres entreprises comme Héroux, Iveco et John Deere se sont joints aux travailleurs d'Airbus pour s'opposer aux licenciements.

Extrait de Voz Obrera (Voix ouvrière UCI Espagne)

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Algérie : le mouvement populaire un an après

Le 21 février, pour le 53^e vendredi consécutif, des cortèges importants ont sillonné les principales villes d'Algérie pour réclamer la fin du « système ».

Il y a tout juste un an, le pouvoir annonçait la candidature du président Abdelaziz Bouteflika, âgé de 83 ans, à un cinquième mandat. La candidature d'un homme, au pouvoir depuis vingt ans, impotent et muet, a été l'humiliation de trop qui a fait exploser la colère populaire dans tout le pays. Répondant aux appels sur les réseaux sociaux, des millions de personnes sont descendues dans la rue et ont continué à manifester contre le système politique lui-même. Mis en place au lendemain de l'indépendance, en 1962, celui-ci a fait de l'armée la colonne vertébrale du pouvoir. Le peuple algérien demandait des comptes à des dirigeants qu'il accusait d'avoir pillé les richesses du pays.

Depuis, l'Algérie a vécu chaque semaine au rythme du mouvement populaire le plus important depuis son indépendance, le « hirak » en arabe. Le 2 avril, sous sa pression, le chef de l'armée Ahmed Gaïd Salah poussait Bouteflika à la démission, devenant le nouvel homme fort du pouvoir et tentant de donner une nouvelle image du régime par une sorte d'opération mains propres qui a conduit en prison des grands patrons, des hauts fonctionnaires, une dizaine de ministres et deux ex-Premiers ministres. Cela a marqué favorablement l'opinion populaire et a contribué à réduire l'ampleur des manifestations, sans réussir à enrayer le mouvement ; d'autant plus que les déclarations, les manœuvres de division et les intimidations de Gaïd Salah ont aussi attisé la colère de bien des manifestants.

Ceux-ci ont continué à

défier le pouvoir et à rejeter toutes les solutions politiques qui émanaient de Gaïd Salah et derrière lui de l'armée. Le slogan « Un État civil et non un État militaire », n'a pas cessé d'être scandé. L'élection présidentielle prévue le 4 juillet a dû être annulée et il a fallu attendre le 13 décembre pour qu'elle ait finalement lieu malgré les manifestations et les appels au boycott.

Un nouveau président

Atteignant près de 60%, l'abstention a été inégale selon les régions. Les illusions dans les élections et les aspirations à une certaine stabilité ont convaincu une fraction de la population de se déplacer pour voter. Abdelmadjid Tebboune a été élu dès le premier tour après une campagne où il a voulu se montrer ouvert vis-à-vis du Hirak. Il a visé l'électorat populaire en s'engageant à augmenter le salaire minimum et à supprimer l'impôt sur le revenu, l'IRG, pour les bas salaires.

Fragilisé par une forte abstention et la mort de Gaïd Salah, Tebboune a tenté de séduire ceux qui continuaient à manifester. En quête de légitimité, il a multiplié les annonces sur la moralisation de la vie publique, la lutte contre la corruption et la réforme de la constitution. Il s'est engagé à améliorer les libertés individuelles et a donné quelques gages en faisant libérer des détenus et en appelant au dialogue. Il a ainsi reçu tous les chefs de parti et personnalités liées au Hirak, des islamistes aux démocrates.

Toutes ces annonces ont eu un effet sur le mouvement, qui a nettement



Enseignants du primaire à Tizi Ouzou.

reflué après les élections. Mais si des manifestants ont été libérés, d'autres restent en prison et la police procède régulièrement à de nouvelles arrestations. Pour Tebboune, l'état de grâce a été de courte durée.

Les travailleurs face aux effets de la crise

Avec la crise économique qui s'aggrave et le programme d'austérité annoncé, l'espoir d'un changement s'est éloigné pour les travailleurs et les classes populaires. Le chômage et l'inflation sont repartis de plus belle. Avec de nouvelles taxes et le gel des salaires, le pouvoir d'achat s'est effondré.

Une contestation sociale s'exprime donc dans tout le pays. Les protestations se multiplient pour l'accès au logement, pour réclamer le raccordement au gaz ou encore l'entretien de routes défoncées. Dans plusieurs localités, les travailleurs en contrats aidés, sous-payés, ont fait grève pour exiger une embauche

qu'ils attendent depuis des années, de même que dans certaines entreprises des travailleurs qui n'ont pas été payés depuis des mois.

Depuis cinq mois, ce sont aussi les enseignants du primaire qui font grève. Organisés en comités et avec une coordination à l'échelle du pays, ils protestent contre les bas salaires et les conditions de travail dans des écoles à l'abandon. Leur manifestation nationale, lundi 24 février à Alger, a dû faire face à la répression. De même, contre une grève des personnels navigants et commerciaux d'Air Algérie partie de la base lundi 17 février, des suspensions de postes ont été prononcées. Tebboune a condamné ces mouvements en parlant de grèves anarchiques et manipulées.

De nombreuses entreprises publiques et privées sont à l'arrêt. Des dizaines de milliers de travailleurs ont été mis au chômage technique ou licenciés. 60% des entreprises du bâtiment ont mis la clé sous la porte, plus d'un million d'emplois liés à ce secteur seraient menacés. Les faillites sont nombreuses dans le secteur du commerce et de la distribution. L'avenir apparaît sombre pour des millions de travailleurs inquiets de perdre un salaire qui fait vivre toute une famille.

Pour renflouer les caisses de l'État, Tebboune va continuer les attaques à l'encontre des classes populaires. Il va sans doute contracter une dette auprès du FMI, qui a dans sa ligne de mire les subventions sur le gaz, l'essence et les produits de première nécessité. Les travailleurs n'auront pas d'autre choix que de lutter pour imposer leur droit à l'existence.

Quelles perspectives ?

Ce mouvement populaire a été un sursaut de dignité, mettant un terme à des années de résignation et exprimant avant tout des aspirations démocratiques. Aucune direction vraiment reconnue n'en a surgi. De nombreuses forces politiques existantes y participent en tentant de s'en servir, des démocrates du PAD – le Pacte de l'Alternative démocratique – à ceux de « Dynamique de la société civile » et aux islamistes de toutes obédiences, mais aucune n'a réussi à s'imposer à sa tête. Et si ces forces sont en concurrence entre elles, aucune des solutions qu'elles préconisent ne met en cause les intérêts de la bourgeoisie algérienne. Au nom de la démocratie et de l'unité du mouvement, les intérêts des classes populaires sont ignorés.

Si les partis restant sur le terrain de la bourgeoisie sont nombreux, le parti capable de défendre les intérêts des travailleurs reste à construire. Pour ceux-ci, la démocratie restera un mot creux, s'ils sont sans emploi, dans l'impossibilité de nourrir leur famille, de se soigner, d'avoir un logement et de vivre dignement. Elle restera un mot creux s'ils sont privés de tout droit, notamment celui de se réunir, de faire grève, de construire librement des syndicats.

À ce jour le mouvement populaire n'a pas obtenu de réponse à toutes ces aspirations. Mais grâce à lui, la peur a disparu. Sa persistance, sa capacité à exprimer le mécontentement continuent à mettre le gouvernement sous surveillance. La détermination de centaines de milliers de femmes et d'hommes à lutter contre un système qu'ils jugent injuste est un espoir pour l'avenir.

Leila Wahda



Au début du mouvement, en février 2019 à Alger.